

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
ARRONDISSEMENT DE LA TOUR DU PIN
CANTON DE CHARVIEU CHAVAGNEUX
COMMUNE D'ANNOISIN-CHATELANS

ARRÊTÉ PORTANT PROCÉDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLU
--

Le Maire d'Annoisin-Chatelans

- * **VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- * **VU** le Code de l'urbanisme dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2016, et notamment ses articles L.153-36, L.153-37, L. 153-40, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21 ;
- * **VU** la délibération du Conseil Municipal n° XXX en date du XXX approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune et ses évolutions ultérieures
- * **VU** la délibération n°14/2018 du Conseil municipal date du 22 mai 2018 prenant acte de la nécessité de prendre en compte la décision administrative du Tribunal Administratif en date du 9 février 2017 conduisant à un reclassement en U d'une ancienne parcelle Nj du PLU et par ailleurs de modifier le règlement pour en faciliter son application et sa lisibilité.
- * **Considérant** la nécessité de modifier le plan de zonage
 - afin de mettre en place une zone U telle que la décision N°1404857 du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 09 février 2017 le stipule
- * **Considérant** la nécessité de modifier le règlement écrit
 - Afin de toiletter le règlement (définitions, gestion des annexes et corrections formelles)
- * **Considérant** qu'en application de l'article L.153-31 du Code de l'urbanisme, l'ensemble des modifications envisagées ne relèvent pas de la procédure de révision dans la mesure où elles ne sont pas de nature à :
 - changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
 - ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- * **Considérant** qu'en application de l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme, l'ensemble des modifications envisagées ont ponctuellement pour effet de diminuer ces possibilités de construire ;
- * **Considérant** que la modification envisagée entre dans le champ d'application de la modification de droit commun du PLU avec une enquête publique ;

A R R E T E

Article 1° - Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune d'Annoisin-Chatelans ayant pour objet de modifier le règlement écrit et graphique.

Article 2° - Notification du projet de modification

En application de l'article L153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée sera notifié, avant l'enquête publique, à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête publique.

Article 3° - Le projet de modification sera soumis à enquête publique dans les conditions qui seront précisées par arrêté du Maire au moins quinze jours avant le début de celle-ci.

A l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public, du rap-

port du Commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil municipal.

Article 4° - Les crédits afférents à cette modification seront inscrits au budget général de l'exercice 2018 chapitre 20 investissement

Article 5° - Madame le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressé à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Article 6° - Le présent arrêté peut être contesté :

- soit en saisissant le tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la date de la dernière formalité le rendant exécutoire ;
- soit par recours gracieux auprès du maire adressé par écrit dans le délai de deux mois. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de deux mois pour saisir le juge commencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

A Annoisin-Chatelans, le 22 MAI 2018

Le Maire, Nora CHEBBI



